

■ Situation début 2019

Nous assistons à une escalade dans les relations entre l'OTAN et la Russie marquée par la multiplication des manœuvres en Europe orientale (bien plus importantes que celles de la Russie en Sibérie), la mise en place du bouclier antimissile dans les pays d'Europe centrale et orientale et la mise en œuvre de la PESCO. Les récentes déclarations de D. Trump sur la production de mini-bombes atomiques et sur une sortie du traité FNI (INF en anglais) signé avec l'Union soviétique en 1987 interdisant les missiles à courte et moyenne portée (500 à 5500 km), de même que la mise au point annoncée par les russes de missiles hypersoniques (Mach10 ou plus) rendant caducs les moyens actuels du bouclier antimissile, tout cela tend à accélérer la course à l'armement et représente une menace pour la sauvegarde de la planète. Nous exigeons le respect scrupuleux de l'INF par toutes les parties.

L'autre « front » de développement de l'OTAN est le Pacifique, avec des projets de renforcement des liens avec le Japon, la Corée du Sud, les Philippines,... contre la Chine.

■ Nos revendications

Le Collectif français « Non à l'OTAN, non à la guerre » regroupant plus de 60 organisations est coordonné par le Mouvement de la Paix. Ce collectif fait partie d'une coalition internationale « No-to-War, No-to-Nato » qui exige la dissolution de l'OTAN. Elle organise des contre sommets de l'OTAN chaque fois qu'un sommet est organisé. Les 3 et 4 avril 2019, la ville d'accueil est Washington DC aux USA et en décembre 2019, Londres.

Nous demandons au Gouvernement français de faire sortir complètement notre pays de l'OTAN et nous luttons avec les peuples du monde pour la dissolution de cette alliance militaire.

Demande d'informations complémentaires

Prénom Nom

Département : Courriel :

Je souhaite être tenu(e) au courant des initiatives prises par le Collectif de 60 organisations françaises « Non à l'OTAN, non à la guerre » (www.otan-non.org et www.no-to-nato.org).



- Je demande que la France quitte l'OTAN
- Je demande que la France mène une action internationale pour la dissolution de l'OTAN

Date et signature

NON à la guerre

NON à l'OTAN

www.otan-non.org
www.no-to-nato.org



L'OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, (en anglais NATO), a été créée en 1949 comme une réponse politique et militaire à l'expansion des régimes socialistes et à toute tentative de remise en cause de l'ordre capitaliste. Son budget est 130 fois environ plus important que celui de l'ONU et l'OTAN a souvent exprimé la volonté de vouloir s'y substituer.

■ Les pays membres

Début 2019, 30 pays la composent : USA, Canada, Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Slovaquie, Slovénie, Turquie, Monténégro, entré en 2017 et République de Macédoine en 2019.

Le pays « accueillant » le plus gros contingent de troupes des USA et de l'OTAN est l'Allemagne : base principale à Ramstein près de Francfort. Les structures internes de l'OTAN sont calquées sur celles du ministère US de la Défense, le Pentagone. Pour permettre son expansion, l'OTAN a inauguré en 2017 à Bruxelles un nouveau siège de 250 000 m².

■ Les accords de partenariat et de coopération

Des accords de partenariat ont été signés avec de très nombreux pays répartis dans le monde entier, y compris en Extrême Orient et dans l'océan Pacifique. Certains partenariats sont un préalable à l'adhésion. La Colombie est devenue en 2018 un « partenaire mondial » de l'OTAN, le premier en Amérique latine. Ce pays ne prendra pas forcément part à des opérations militaires mais il sera entièrement accrédité à Bruxelles.

Les liens entre l'Union Européenne (UE) et l'OTAN sont étroits, consubstantiels. Le débat sur l'Europe de la Défense, ou sur une « armée européenne », relancé par E. Macron, soutenu par A. Merkel, ne remet pas en cause un accord de fond avec l'OTAN sur la stratégie à mener : la totale interopérabilité des forces est affirmée dans le dernier Livre Blanc de la Défense français et dans la Loi de Programmation Militaire 2019-2025.

Il faut y ajouter la constitution d'un binôme militaro-industriel renforcé entre la France et l'Allemagne, avec le développement partagé prévu de secteurs comme l'aéronautique (projet de l'avion de combat futur - Système de Combat Aérien Futur) et les blindés. La concurrence entre les fabricants étatsuniens et européens pour le renouvellement actuel des flottes d'avions de combat dans les États membres de l'OTAN est faussée pour des raisons de compatibilité avec les systèmes d'armement d'origine étatsunienne. Ce qui bénéficie principalement aux F-35 US.

Sans remettre en cause l'appartenance à l'OTAN, cette évolution traduit la volonté de faire de l'UE une puissance militaire plus autonome vis-à-vis des USA. Des pas sont faits, à l'initiative de la France, vers une « armée européenne » sur la base de la coopération renforcée avec l'Allemagne. A cela il faut ajouter les 4 traités entre la France et le Royaume Uni sur la coopération militaire, y compris nucléaire. Ces traités bilatéraux ne seront pas remis en cause par le Brexit.

L'OTAN est en Europe la principale force nucléaire, ce qui génère une contestation de plus en plus forte notamment en Italie, aux Pays Bas et en Allemagne.

En 2015, 3 pays ont signé un accord de coopération avec l'OTAN, accords ayant pratiquement toutes les caractéristiques d'une adhésion : Suède, Finlande, Ukraine. L'OTAN se renforce dans les pays baltes. On peut noter que la plupart des anciens pays du bloc de l'Est ont adhéré à l'OTAN avant leur entrée dans l'Union européenne. Le rôle de l'OTAN dans la guerre en Ukraine est avéré depuis plusieurs années. Ses actions se développent en Afrique : surveillance et logistique principalement, dans les régions subsahélienne et sahélienne mais aussi dans le Maghreb, le Machrek (Libye) et le Soudan (Darfour), par exemple. Un partenariat a été signé avec l'Union Africaine.

81 manœuvres militaires sous l'égide de l'OTAN ont eu lieu en 2018 : parmi elles, les manœuvres Trident en Norvège (oct-nov 2018) ont été les plus importantes depuis la fin de « la guerre froide ». La Suède met à la disposition de l'OTAN une grande partie de sa région arctique pour servir de base d'entraînement de troupes en régime de très grands froids.

■ Son objectif

C'est à la fois une alliance militaire et une alliance politique pour « promouvoir les valeurs démocratiques », c'est-à-dire celles du capitalisme. L'OTAN a été créée en partie pour se prémunir contre un renouvellement du « coup de Prague » en février 1948 où les Tchécoslovaques se sont dotés d'un gouvernement socialiste.

Des sommets des pays de l'OTAN sont organisés désormais tous les ans : Strasbourg en 2009, Lis-

bonne en 2010, Chicago en 2012, Newport (Pays de Galles) en 2014, Varsovie en juillet 2016, Bruxelles en 2017 et en 2018. En 2019, pour son 70^{ème} anniversaire, sommet à Washington D.C.(USA) les 3 et 4 avril, suivi par un autre sommet à Londres en décembre.

■ Sa politique

Au sommet de Lisbonne (2010), l'OTAN demande à l'Europe de prendre en charge le financement de sa sécurité pour que les USA puissent consacrer majoritairement leurs efforts militaires en Extrême Orient, de fait pour faire face à la Chine. En 2014, au sommet de Newport (UK), la stratégie change face à la Russie qui est redevenue une force politique et militaire : l'Europe redevient un enjeu important, il est alors « demandé » que les pays adhérents aient un budget de la Défense d'au moins 2 % de leur PIB. La France a donné son accord. En 2018, l'OTAN se tourne vers l'Arabie saoudite et les émirats : on parle parfois d'OTAN arabe.

Les moyens militaires se renforcent vers la frontière russe et dans les pays baltes, à la limite de la provocation : cf. les 81 manœuvres militaires organisées par l'OTAN en 2018 en Europe.

En 2018, l'UE, en étroite coopération avec l'OTAN, a entamé la mise en œuvre d'une Coopération Structurée Permanente, la PESCO, décidée depuis plus de 5 ans. Son objectif est à la fois de rendre plus faciles et plus rapides les mouvements de troupes vers la frontière russe (renforcement de ponts, franchissement de frontières, agrandissement d'aéroports, etc.) et de sécuriser les relations aériennes, informatiques et maritimes transatlantiques. Le financement est assuré par les pays concernés, sous le contrôle de l'OTAN.



■ Illégalité de l'OTAN

Au regard du Droit International, sur la base de la Charte des Nations Unies et de tous les textes et les résolutions qui en sont issus, l'OTAN est une organisation illégale à plusieurs titres : interdiction des organisations de défense préventive, l'Atlantique Nord n'est pas une région telle que définie par l'ONU pour servir de base à des organisations régionales, méconnaissance des textes régissant la nature des conflits, notamment en matière de « légitime défense », etc. (cf. « l'OTAN et la légalité internationale », de Monique et Roland Weyl sur le site internet www.otan-non.org).

De fait, les principaux pays de l'OTAN ont comme objectif à peine dissimulé de faire de l'OTAN le bras armé de l'ONU et de la remplacer, à sa manière, pour une « pax americana ».

L'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) avait été créée sur la base des Accords d'Helsinki signés en 1975 pour servir de lien entre l'URSS, les pays de l'Est européen et les pays occidentaux. Depuis la Charte d'Istanbul en 1999, l'OSCE est devenue un rouage lié à l'OTAN et les principes d'Helsinki sont oubliés.

■ Son budget

Les budgets d'armement annoncés doivent évidemment être pris avec beaucoup de précautions ! Selon le SIPRI, le budget de la défense de la France était d'environ 2,2% du PIB en 2017 alors que le chiffre officiel est de 1,7%. Le budget de l'OTAN représente environ 60 % du budget total d'armement dans le monde qui est de 1800 milliards de US\$ en 2017. Ce montant devrait augmenter en 2018 et 2019. Les dépenses des USA pour leur défense représentent 73 % des dépenses militaires de l'ensemble des pays de l'OTAN, ce qui confirme leur très grande dépendance à son égard.